



Organisation
internationale
du Travail



Financé par
l'Union européenne

Impact des politiques de commerce et d'investissement sur l'emploi productif et décent

Rapport pays pour la Tunisie

Résumé Analytique

Leila Baghdadi
Professeur en Sciences
Economiques Université de Tunis

Héla Miniaoui
Organisation internationale du Travail

Septembre 2022

► Résumé analytique

Le développement des exportations et de l'investissement représente un pilier important de la stratégie nationale de croissance en Tunisie. Dans cette perspective, le Gouvernement tunisien a mis en place depuis plusieurs décennies un ensemble de politiques industrielles, commerciales et d'investissement qui ont contribué à une libéralisation progressive de son économie et à l'attraction d'investissements nationaux et étrangers. Ces politiques ont été appuyées par la création de plusieurs institutions afin de soutenir le développement des exportations et d'investissement. Ces efforts ont contribué à un essor de ces flux jusqu'à la fin des années 2000.

Malgré ce bilan positif, le taux de croissance n'a pas pu résorber les déséquilibres structurels de l'économie tunisienne illustrés par des inégalités régionales et des taux de chômage toujours élevés, surtout pour les femmes, les jeunes et les plus éduqués révélant ainsi son incapacité à alléger la pression sur le marché du travail. Ces déséquilibres ont été amplifiés suite à la succession de chocs internes et externes durant la dernière décennie. La pandémie du COVID19 a mis à rude épreuve la croissance économique qui a enregistré un recul de 8,8%.

Les revendications sociales de la population pour accéder à des emplois décents ont contribué à la cristallisation de Politiques Nationales d'Emploi (PNE) illustrée dans le Plan National de Développement 2016-2020. Néanmoins, les fruits des PNE restent invisibles jusqu'à ce jour.

La présente étude dresse, tout d'abord, les évolutions des flux commerciaux, de l'investissement et de l'emploi en Tunisie soulignant les grandes tendances couvrant les dernières années. Ensuite, elle fait le bilan des politiques commerciales, d'investissement et de l'emploi et présente les différents mécanismes institutionnels mis en œuvre. Enfin, ce document expose les défis auxquels la Tunisie est confrontée et présente des recommandations au niveau du commerce et des investissements afin de permettre à l'économie de générer plus d'emplois décents et productifs.

La première partie de cette étude identifie deux périodes avec des tendances différentes au niveau de l'évolution des investissements direct étrangers (IDE), des flux commerciaux et de l'emploi. La période allant jusqu'à 2010 a joui de plusieurs facteurs favorables à la croissance des IDE tel que la stabilité économique et politique et une économie européenne florissante. Cet accroissement a été porté par deux secteurs en particulier : les télécommunications et l'énergie. Les exportations ont elles aussi connu une augmentation constante de 2000 jusqu'à 2008 pour ensuite chuter brusquement en 2009 de 17,6% soulignant que la crise financière a d'abord frappé les flux commerciaux avant de se propager aux autres moteurs de l'économie. Les exportations tunisiennes n'ont pas pu recouvrer leur rythme de croissance connu avant 2008. Ce taux de croissance est resté très faible à l'exception de l'année 2010 où il a atteint exceptionnellement un seuil supérieur à 10%. Cette année a été marquée à sa fin par la transition politique en interne, et a vu une chute des investissements. A partir de 2016, on observe une amélioration portée, cette fois-ci par les industries manufacturières, en particulier les industries mécaniques et électriques, au niveau des IDE et des exportations. La pandémie en 2020 a durement touché les IDE avec une rétraction d'un tiers entre 2018 et 2020. Les secteurs les plus touchés sont le tourisme et l'immobilier, suivi par l'énergie et les industries manufacturières. La contraction du rythme des exportations en 2020 était générée par la chute des exportations des industries mécaniques et électriques (IME), du textile et habillements, des mines, phosphates et dérivés, ainsi que des industries agroalimentaires.

Au niveau de la structure de ses exportations et de ses IDE, la Tunisie est très fortement liée aux pays européens qui restent ses premiers investisseurs et ses principaux partenaires commerciaux, suivis par quelques pays arabes comme le Qatar, les Emirats Arabes Unis et la Libye. Malgré la forte prédominance des exportations tunisiennes vers les marchés européens, leur potentiel d'exportation demeure important. La Tunisie a aussi un potentiel significatif d'exportation vers d'autres marchés, notamment les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), les pays d'Afrique Subsaharienne, l'Amérique du Nord et les autres pays Arabes (hors UMA), dont le niveau des flux commerciaux reste largement au-dessous de son potentiel. L'analyse présentée dans ce document montre que le secteur des industries manufacturières, en particulier les IME, présente les plus grandes opportunités d'exportation inexploitées.

Le marché du travail, quant à lui, est caractérisé par un faible taux de participation des femmes et par un taux de chômage relativement élevé, en particulier chez les femmes et les jeunes. Le choc de la pandémie du COVID-19 a aggravé lourdement les indicateurs du marché du travail en Tunisie. Le taux de chômage a connu une hausse importante durant le deuxième trimestre de l'année 2020 pour atteindre un pic de 18% après avoir été constant aux alentours de 15% durant les cinq dernières années. Le niveau de chômage élevé chez les femmes, les jeunes et les plus éduqués a souvent été attribué à la forte pression sur le marché du travail, au décalage entre les compétences demandées et celles produites par le système éducatif tunisien, à la rigidité et l'inefficience dans la réglementation et les institutions relativement rigides qui gouvernent le marché du travail.

La faible dynamique du tissu entrepreneurial tunisien a aussi été citée parmi les causes de la faible dynamique de création d'emplois de l'économie tunisienne. En effet, le tissu entrepreneurial tunisien est composé majoritairement de microentreprises (97%). Le reste comprend des Petites, Moyennes et Grandes Entreprises (PMGE). Néanmoins, les PMGE du secteur privé en Tunisie couvrent près de 90% de l'emploi salarié formel et environ 95% des exportations des biens. Au niveau des secteurs, les services occupent le premier rang avec 52% du total des PMGE. En deuxième position, on trouve les industries manufacturières qui couvrent 38% du total des PMGE. Les entreprises tunisiennes ont connu un rebond en 2013, suivi d'une détérioration de leurs performances en 2016. Toutes les entreprises, en particulier les plus petites entre elles, ont été durement touchées par la pandémie en 2020 en termes de productivité de travail.

La deuxième partie expose les mécanismes institutionnels et les défis auxquels la Tunisie doit faire face. Plusieurs réformes ont été soulignées pour renforcer d'une part le rôle du secteur privé en tant que principal moteur de la compétitivité et de l'emploi et le rôle de l'État en tant que catalyseur du développement du secteur privé d'autre part. Ces recommandations visent l'amélioration du climat d'affaires, la facilitation de l'accès des petites et moyennes entreprises au financement bancaire et l'efficacité du système de garantie des crédits, l'encouragement de l'innovation et de la recherche et développement en lui accordant la reconnaissance nécessaire comme pilier incontournable dans les politiques d'investissement, le développement des compétences nécessaires en capital humain pour renforcer ces secteurs, la consolidation de la concurrence et enfin l'amélioration de la gouvernance de l'investissement. Concernant les exportations, la Tunisie gagnerait à réduire ses barrières tarifaires et non tarifaires afin de libérer le potentiel de ces entreprises, en particulier les plus petites entre elles, et à renforcer les capacités des entreprises en termes de capital humain et d'absorption de transfert technologique. La Tunisie devrait mettre en place une stratégie industrielle se focalisant sur l'objectif de montée en gamme.

A cet égard, une attention particulière à la facilitation du commerce devrait être accordée avec comme objectif la réalisation de progrès sur les engagements pris dans le cadre de l'Accord de la facilitation du commerce avec l'Organisation Mondiale du Commerce. Ces progrès auraient des retombées particulièrement bénéfiques pour la participation dans les Chaines de Valeurs Mondiales (CVM) et pour l'annihilation des blocages dans les chaînes d'approvisionnement. La Tunisie fait face, en outre, à une double concentration de ses exportations tant au niveau de ses partenaires qu'au niveau de ses secteurs porteurs. La diversification des partenaires et des produits exportés, dans des limites soutenables, pourrait aider la Tunisie à réduire ses vulnérabilités. Les décideurs politiques tunisiens sont d'ores et déjà dans cette optique comme vient le rappeler les derniers accords commerciaux ratifiés avec son voisinage du sud tel que le Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) ou la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf). Néanmoins, ces accords ne porteront leurs fruits qu'accompagnés par une stratégie industrielle et d'investissement optimale.

Compte tenu des nombreuses opportunités sur le marché européen, la Tunisie devrait plutôt explorer des accords de commerce et d'investissement avec son partenaire de longue date focalisant sur la montée en gamme. Ces nouveaux accords pourraient aider le pays à capturer plus de valeur ajoutée dans les CVM tout en assurant leur soutenabilité à travers l'adoption de standards de travail décent, ce qui lui permettra en retour de créer plus d'emplois en adéquation avec sa main d'œuvre éduquée.